



Latvijas Republikas Valsts prezidenta kanceleja Prezidenta preses dienests

Pils laukums 3, Rīga-50, LV-1900, tālr. 7092122, fakss 7320404,
prese@president.lv, www.president.lv

Allocution de Son Excellence, Madame Vaira Vīķe-Freiberga, Présidente de la Lettonie, au Forum de Paris, le 10 février 2007

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Cinquante ans après la signature du Traité de Rome et la fondation de ce qui est maintenant l'Union européenne, nous sommes arrivés à un tournant de l'histoire de l'Europe. Si nous esquissons le bilan de ces dernières décennies, nous pouvons nous estimer fiers de plusieurs réussites véritablement remarquables.

Durant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis la signature du Traité de Rome, nous sommes passés de 6 pays membres à 27, englobant un vaste territoire. Les pays qui font partie de cet espace commun ont accepté de leur propre gré d'être gouvernés par un certain nombre de principes de base, par des règles de jeu volontairement admises par tous, règles dont le respect leur permet de pouvoir compter sur un mode de vie civilisé, où règne la justice, la liberté et la paix. Voilà un ensemble de 27 pays qui tous reconnaissent la primauté de la loi, qui respectent la démocratie et qui ont accepté l'économie de libre marché comme le moyen le plus efficace de garantir leur prospérité.

Grâce à la perspective de l'élargissement, principe énoncé déjà dans le Traité de Rome, une Europe véritablement nouvelle est née en 2004 avec l'adhésion des pays de l'Europe Centrale et Orientale à l'Union. Pour la première fois, presque toute l'Europe entière est stable et en paix. Des centaines de millions d'Européens connaissent un niveau de vie et des perspectives de prospérité sans précédent.

Depuis 1991 et l'écroulement de l'Union soviétique, le continent Européen a vécu des bouleversements et des changements d'une envergure extraordinaire. Rarement dans l'histoire de l'Europe les grands empires sont disparus de la scène sans provoquer des épanchements de sang et des cataclysmes sociaux. Les conflits meurtriers qui ont suivi la fin du règne de Tito en Yougoslavie en offrent un triste exemple encore tout récent. Suivant la chute de l'Empire soviétique, pourtant, nous avons réussi à franchir le cap d'une manière remarquablement pacifique.

Aujourd'hui nous sommes arrivés au point paradoxal où ces accomplissements sont perçus en Europe avec complaisance, comme allant de soi, plutôt que de représenter une réussite historique majeure.

Deuxième paradoxe: le malaise que des millions d'Européens ressentent envers le projet européen continue à s'approfondir et se répandre, au moment où la réussite de ce projet est plus évidente que jamais. L'intégration des pays membres de l'Union n'est jamais allée aussi loin et le nombre de personnes qui bénéficient des avantages que l'Union peut leur offrir n'a jamais été aussi grand. L'Europe unie n'est plus juste un idéal lointain. Elle est là, tout autour de nous, elle est en pleine croissance.

Si les régions de la France d'avant la Révolution étaient fragmentées par des systèmes de monnaies, de taxes différentes et de barrières de toutes sortes, aujourd'hui le continent entier est en train de réaliser ce que la Révolution et Napoléon I avaient accompli pour la France et ce que les Etats-Unis ont mis en place dès après la Guerre Civile. Notre continent jouit aujourd'hui de frontières ouvertes, d'une monnaie unique dans 13 pays, et d'une

politique extérieure qui j'espère deviendra de plus en plus coordonnée.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

L'Europe de demain, comment la voyons-nous? Quelle Europe et pour quels Européens? Je pense avant tout que nous la voudrions une Europe différente, délivrée à tout jamais de ce que dans son passé elle a pu présenter d'exécrable. Pour commencer, nous aimerions, tel le St. George, patron de tant de villes et pays européens, abattre le dragon à têtes multiples dont les plus dangereuses sont le totalitarisme idéologique, l'impérialisme et l'expansionnisme territorial, ainsi que le racisme dans toutes ses formes, qui refuse d'emblée le principe de la dignité et de la valeur intrinsèque de tous les êtres humains, sans exception.

Une autre tête du dragon qui me paraît tout aussi pernicieuse et tout aussi dangereuse, c'est l'esprit d'insularité et d'indifférence envers le sort de son voisin, ou si vous voulez, le simple égoïsme élevé au niveau d'intérêts nationaux.

L'Europe de demain que nous aimerions voir, c'est une Europe libérée de toutes les erreurs de son passé, tout en préservant, récupérant et valorisant tous les fleurons les plus brillants de plusieurs millénaires d'évolution culturelle. Nous aimerions développer une Europe pleine de confiance en elle-même et en son avenir, courageuse en face des dangers qui la menacent, solidaire dans la prise de ses décisions et patiente dans sa détermination de mener à bien tous ses projets.

Or, cette Europe sûre, stable et prospère à long terme, pouvons-nous vraiment espérer de la bâtir ensemble, si nous déclarons d'avance que la porte d'entrée de l'Union européenne est maintenant fermée et que la clef, nous l'avons jetée? Pouvons-nous rester indifférents au sort de nos voisins les plus proches?

Face aux inquiétudes diffuses que soulève un monde en changement rapide, certains voudraient se retrancher derrière les remparts d'une Forteresse Europe. Une telle attitude défensive, déjà douteuse au Moyen-Âge, ne peut plus suffire à assurer notre avenir en ce début du 21ème siècle. Notre meilleur rempart, ce serait une union forte, une union de pays progressifs capables d'agir ensemble pour influencer les événements en tant qu'acteur de premier plan sur la scène de la politique mondiale. Je suis persuadée que la majorité des habitants de notre continent attendent un engagement plus dynamique et des actions plus efficaces de la part des dirigeants de l'Union, plutôt qu'un repli timoré sur nous-mêmes.

La plupart des problèmes qui confrontent actuellement l'Europe sont bien connus, et ces problèmes nécessitent tous des résolutions qu'il nous incombe d'affronter sans tarder.

Il s'agit, entre autres :

- d'une croissance économique trop lente dans plusieurs pays;
- du vieillissement progressif de la population ;
- d'importantes différences au niveau du développement économique et social entre les régions riches et les régions pauvres des Etats membres ;
- d'une dépendance croissante des pays membres de l'Union sur les ressources énergétiques provenant de pays tiers;
- d'une inquiétude face aux changements engendrés par la mondialisation et aussi par l'élargissement progressif de l'Union européenne.

Ces questions demandent des solutions à long-terme, c'est à dire des investissements considérables en fonds et en efforts, ainsi que des mesures qui pourraient s'avérer douloureuses à court-terme. La Lettonie et ses voisins, les nouveaux membres de l'Union, en savent quelque chose, ayant traversé une longue période de réformes incessantes et souvent douloureuses durant les années 1990, nécessaires pourtant pour nous adapter aux nouvelles réalités contemporaines.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Grâce aux technologies modernes, le monde semble s'être rétréci et il nous confronte à des paradoxes autrefois inconnus. Selon le bon mot de M. Friedmann, le monde est devenu plat. Le résultat, c'est que des problèmes qui surgissent n'importe où ailleurs dans le monde sont capables de produire des répercussions sérieuses sur ce qui se passe chez nous. Songeons aux groupements terroristes, qui proclament une idéologie médiévale mais qui la répandent avec les outils technologiques les plus modernes qui soient.

La nécessité d'agir énergiquement contre le terrorisme et le crime organisé, contre la pollution de l'environnement et les changements climatiques ainsi que les conséquences de plus en plus dramatiques provoquées par les catastrophes naturelles s'ajoutent aux problèmes auxquels nous sommes obligés de faire face.

Parmi ces défis multiples qui inquiètent à juste titre nos concitoyens, il faudrait distinguer ceux pour lesquels des actions concertées à l'échelle européenne peuvent apporter des résolutions favorables, de ceux qui seraient mieux résolus sous la responsabilité des Etats membres. Malheureusement on ressent, dans un courant d'opinion populaire fort répandu, que «Bruxelles» est la cause de tous nos malheurs, même si la Commission et ses instances ne sont pas les vrais responsables. Ceci démontre, une fois encore, l'importance d'assurer que nos citoyens seront mieux informés sur l'Union européenne, afin de leur permettre de s'engager de façon plus active dans le projet européen.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

En ce qui concerne le développement économique, il est clair que la mondialisation de l'économie est là pour rester et ne fera que s'intensifier dans l'avenir. Il n'y aura pas moyen d'y échapper. Le seul choix est de nous adapter à ces changements, à moins de nous condamner à la marginalisation.

Concernant le secteur de l'énergie, il est clair qu'une position commune doit être élaborée dans les négociations entre l'Union européenne et les pays tiers, de la même façon que cela se fait sur les questions commerciales. Une position commune de l'Union aura toujours plus de poids que la position isolée de chaque Etat membre, et c'est une illusion dangereuse que de penser qu'il suffira pour chaque Etat de subvenir à ses propres besoins, sans songer à la situation de l'Union entière. C'est à l'échelle du continent qu'il faut maintenant planifier l'accès aux sources et aux distributeurs d'énergie.

Assurément, la lutte contre les inégalités économiques et sociales demeure de première importance. Si la différence entre les régions les plus riches et les plus pauvres était d'un rapport de 1 à 5 dans l'Union des quinze, elle atteint maintenant un rapport de 1 à 13 dans l'Europe des 27. Il faudrait rappeler que ceci n'est pas dû à la paresse ou la mauvaise volonté de la part des habitants des nouveaux pays membres de l'Union, bien au contraire. Tous ces pays continuent de lutter énergiquement pour surmonter les séquelles néfastes de décennies d'oppression communiste, imposée par Moscou.

Le succès évident des réformes, que ces pays ont réalisé, se solde déjà par des taux dynamiques de croissance économique, qui sont nettement plus hauts que dans les anciens pays membres. Depuis plusieurs années, mon propre pays, la Lettonie, connaît le plus haut taux de croissance dans toute l'Union européenne, frisant le 12% en 2006.

Bien sûr, il nous reste encore beaucoup de chemin à faire pour rattraper les décennies perdues et atteindre un niveau de vie semblable à celui des pays occidentaux, mais au moins nous sommes engagés sur la bonne voie.

Plus les défis sont de taille, plus il est nécessaire d'avoir des institutions fortes pour parvenir à y faire face. Nous savons déjà quelles sont les réformes institutionnelles qui permettront d'assurer une meilleure capacité d'action à l'Union européenne. Notons parmi

elles :

- L'augmentation du recours au principe de vote à la majorité qualifiée;
- La création d'un poste de ministre des affaires étrangères de l'UE;
- L'élection du Président de la Commission par le Parlement européen.

Toutes ces réformes indispensables sont incluses dans le Traité constitutionnel, que dix-huit Etats membres ont déjà ratifié, mais il est évident que nous ne pouvons pas ignorer le «non» prononcé dans les référendums par la France et les Pays-Bas. La situation est délicate, et en réfléchissant aux solutions possibles, il serait important d'éviter un délai trop long pour les discussions.

Nous attendons tous un rôle actif de la part de la France pour nous aider à sortir de l'impasse constitutionnelle dans laquelle nous nous trouvons. La France a toujours été un des moteurs de l'intégration européenne et il lui incombe de continuer d'assumer les responsabilités que ce rôle impose.

J'en profite pour mentionner que dans un mois, la Lettonie aura le grand plaisir d'accueillir le «Printemps français en Lettonie 2007», réponse de la France au programme culturel « Étonnante Lettonie » qui a eu lieu en France à l'automne 2005. On le considère déjà comme le plus grand événement culturel français ayant jamais été organisé dans cette partie de l'Europe, un projet d'une extraordinaire richesse qui promet d'intensifier le rayonnement de la culture française dans cette région.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

L'Europe des siècles passés a été marquée par des conflits et des désaccords incessants. Durant les cinquante années écoulées depuis la signature du Traité de Rome, nous avons réussi à surmonter d'innombrables différences nationales, culturelles, linguistiques et religieuses et de faire un atout de notre diversité. Nous avons réussi à nous unir autour de nos valeurs communes et d'établir une identité commune. Je souhaite que nous puissions renforcer cette identité durant les décennies à venir.

Jean Monnet et Robert Schuman, les pères fondateurs de l'Union européenne, étaient persuadés que pour affronter ces difficultés il était nécessaire d'avoir une vision autant que du courage. Cinquante ans après, nous ne pouvons faire mieux que de réaffirmer cette conviction.